ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Secrétaire d'Etat, adjoint au Ministre des Affaires économiques, le 30 avril 1976 d'une demande d'avis sur un projet de loi "modifiant les lois sur les mines", a donné le 27 octobre 1976 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 30e april 1976 door de Staatssecretaris, toegevoegd aan de Minister van Economische Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging van de mijnwetten", heeft de 27e oktober 1976 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

Le Gouvernement soumet simultanément à l'avis du Conseil d'Etat les projets de deux lois qui ont l'une et l'autre pour objet de modifier les lois coordonnées sur les mines, minières et carrières.

La réunion éventuelle de ces deux projets et leur coordination avec les textes maintenus en vigueur seraient souhaitables. Elles poseraient cependant des problèmes qui risqueraient de retarder exagérément le vote de l'un et l'autre projets.

Le moment venu, une coordination pourrait être demandée au Bureau de coordination du Conseil d'Etat en application de la loi du 13 juin 1961 relative à la coordination et à la codification des lois. Si l'établissement d'un véritable Code des mines, minières et carrières exigeait des modifications dépassant une simple coordination, l'ensemble du texte pourrait être soumis au Parlement pour ratification.

*

Il convient que le projet soit contresigné par tous les ministres dans les attributions desquels entrent certaines matières réglées par le projet.

*

.../...

Les sous-titres qui accompagnent les articles doivent être omis.

*

EXAMEN DES ARTICLES.

Article 5.

Cette disposition énonce un principe tout à fait général qui justifie les répartitions de compétences opérées par d'autres dispositions de l'avant-projet sans avoir de portée normative propre.

Il est proposé de supprimer cette disposition.

Article 6.

Cette disposition a pour objet d'introduire un article 48bis dans la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme. Il s'indique de grouper dans un chapitre final toutes les dispositions qui, comme celle-ci, modifient d'autres lois que les lois coordonnées le 15 septembre 1919.
Il sera tenu compte de cette observation dans le chapitre que le Conseil d'Etat proposera à la fin du présent avis.

Article 7.

Avec l'accord du délégué du Gouvernement, le Conseil d'Etat propose de rédiger cette disposition comme suit :

.../...

"Article 7.-

La recherche peut être entreprise :

- soit par le titulaire d'un permis exclusif de recherche;

- soit par le propriétaire de la surface ou par un tiers avec le consentement du propriétaire de la surface, moyennant simple déclaration et rapport annuel de synthèse adressés à l'ingénieur des mines;

- soit par un tiers sans le consentement du propriétaire de la surface avec l'autorisation du ministre qui a les mines dans ses attributions.

Dans ce cas, le ministre fixe, le propriétaire entendu, l'indemnité due à celui-ci, sans préjudice à la réparation des dommages éventuellement causés par les travaux de recherche".

Ainsi qu'en est convenu le délégué du Gouvernement, l'exposé des motifs pourrait souligner d'une part que plusieurs tiers peuvent bénéficier chacun d'une autorisation pour des matières différentes et, d'autre part, que toute autorisation accordée à un tiers prive le propriétaire de la surface du droit de rechercher le produit pour lequel l'autorisation a été accordée.

Article 8.

Le principe énoncé par le premier alinéa de cette disposition serait mieux à sa place dans l'exposé des motifs.

.../...

L'alinéa 2 devrait être inséré dans les dispositions relatives aux mines de l'Etat.

Articles 9 à 13.

Ces dispositions seraient, de l'accord du délégué du Gouvernement, mieux rédigées en ces termes :

"Article 9.-

Les substances prélevées au cours des recherches permises ou autorisées en vertu de la présente loi appartiennent au prospecteur à moins qu'il en ait été autrement convenu avec le propriétaire de la surface.

Article 10.-

Le permis de recherche confère le droit exclusif de prospecter dans un périmètre déterminé et pour les substances concessibles qu'il énumère.

Article 11.-

Le permis exclusif de recherche est octroyé par le Roi, après enquête publique, pour une durée de cinq ans au plus, sur avis conforme du Conseil d'Etat.

Il peut être prorogé deux fois si le titulaire du permis a satisfait à ses obligations.

La prorogation est octroyée par le Roi pour cinq ans au plus, sur avis conforme du Conseil d'Etat; la superficie sur laquelle porte un permis prorogé peut être réduite de moitié; elle doit englober les gisements déjà reconnus par le titulaire du permis.

.../...

Article 12.-

Si un permis exclusif de recherche vient à expiration avant qu'il ait été statué sur une demande de concession introduite par son titulaire, le ministre qui a les mines dans ses attributions peut proroger ce permis sur le territoire visé par la demande jusqu'à ce qu'il soit statué sur la requête.

La prorogation est acquise de plein droit lorsque la demande de concession a été introduite six mois au moins avant l'expiration du permis de recherche.

Article 13.-

L'octroi d'une concession rend caduc le permis exclusif de recherche à l'intérieur du périmètre de la concession mais le laisse subsister tant à l'intérieur pour les substances non concédées, qu'à l'extérieur pour toutes les substances ayant fait l'objet du permis de recherche".

Article 14.

Cette disposition serait mieux rédigée comme suit :

"Article 14.-

Le permis exclusif de recherche est transcrit à la conservation des hypothèques".

.../...

Articles 15 à 17.

Ces dispositions seraient, de l'accord du délégué du Gouvernement, mieux rédigées comme suit :

"Article 15.-

Les droits conférés par un permis exclusif de recherche peuvent être cédés en tout ou en partie par acte sous seing privé, moyennant l'approbation donnée par le Roi, sur proposition du ministre qui a les mines dans ses attributions et sur avis conforme du Conseil d'Etat.

Le cessionnaire doit s'engager à satisfaire aux obligations résultant de l'octroi du permis.

L'acte de cession ne produira effet que trois mois après la publication au Moniteur belge de l'arrêté royal d'approbation.

Article 16.-

A la demande du titulaire, plusieurs permis à lui accordés pour la recherche des mêmes substances dans des territoires contigus, peuvent être fusionnés, pourvu qu'ils aient une période commune de validité.

L'arrêté royal autorisant la fusion détermine les obligations imposées par le nouveau permis et la date d'expiration de celui-ci.

Article 17.-

Le Roi détermine la procédure et les conditions d'octroi, de prorogation, de transfert et de fusion des permis exclusifs de recherche".

.../...

Article 18.

Cette disposition, de l'accord du délégué du Gouvernement, serait mieux rédigée comme suit :

"Article 18.-

Les mines ne peuvent être exploitées qu'en vertu d'un acte de concession".

Article 19.

a) La première phrase de cette disposition trouverait mieux sa place à l'article 2 du Code de commerce. Il convient donc de l'insérer dans le chapitre du présent projet qui sera consacré aux dispositions modificatives ou abrogatoires d'autres lois que les lois coordonnées le 15 septembre 1919.

b) Pour la même raison, il s'indiquerait de faire du principe exprimé par la deuxième phrase l'objet d'une disposition expresse à introduire dans les lois coordonnées sur les sociétés commerciales, ainsi qu'il sera proposé ci-après.

c) Cette solution a pour conséquence de reconnaître un caractère commercial à des sociétés dont les statuts auront été librement adoptés par les fondateurs conformément à la législation civile sans correspondre à l'un des types de société commerciale organisés par les lois coordonnées.

.../...

Il en résulte que la solution contenue dans la troisième phrase de la disposition en projet suscitera de graves difficultés d'interprétation, notamment pour déterminer quelles règles de fonctionnement des sociétés commerciales seront applicables à ces sociétés selon leur forme.

Il appartiendra au Gouvernement de rechercher et au législateur de déterminer quelles sont les dispositions du Code de commerce qui ne s'appliqueront pas à ces sociétés.

*

Par ailleurs, le projet ne concerne que l'exploitation des mines. Le législateur appréciera s'il n'y a pas lieu d'étendre le principe posé par la disposition examinée, à d'autres types d'exploitation, notamment aux minières et carrières.

Article 20.

Cette disposition serait, de l'accord du délégué du Gouvernement, mieux rédigée comme suit :

"Article 20.-

La mine forme, dans les limites de l'acte de concession, un bien immeuble distinct du sol. Elle comprend le droit d'exploiter des substances concessibles, et, en outre, les bâtiments, aires, terrils, puits, galeries et autres ouvrages établis à demeure, avec les droits sur le sol ou sur la surface y afférents, ainsi que les machines et l'outillage qui servent à l'exploitation".

.../...

Article 21.

Cette disposition, qui ne déroge pas aux règles du droit commun, doit être omise.

Article 22.

Pour les trois premiers alinéas de cet article, le Conseil d'Etat propose le texte suivant qui a reçu l'accord du délégué du Gouvernement.

"Pour obtenir une concession, il faut justifier des capacités techniques et financières. Les concessions sont accordées par le Roi sur proposition du ministre qui a les mines dans ses attributions, de l'avis conforme du Conseil d'Etat est aux conditions d'un cahier des charges type.

Tout arrêté royal qui statue sur une demande de concession doit être motivé.

La procédure est déterminée par le Roi".

Article 23.

Selon les intentions du Gouvernement, le premier alinéa de cette disposition serait mieux rédigé comme suit :

"La concession ne peut être accordée qu'à une société existante ayant la forme d'une société commerciale ou à une telle société en formation. Dans ce dernier cas, la société doit être constituée dans le délai fixé par le cahier des charges".

.../...

Le second alinéa de l'article 23 pourrait être une source de difficultés. Le représentant du Gouvernement a marqué son accord sur sa suppression.

Article 24.

La rédaction de l'alinéa 3 de cette disposition pourrait faire croire que la limite d'une concession à une profondeur déterminée est exceptionnelle, alors que l'intention du Gouvernement est de ne donner un caractère exceptionnel qu'aux limites formées autrement que par des plans verticaux, par dérogation à l'alinéa 1er.

De l'accord du délégué du Gouvernement la rédaction suivante traduirait mieux cette intention.

"Article 24.-

L'étendue de la concession est fixée par l'acte de concession. Elle est limitée par des plans verticaux passant en des points qui sont déterminés à la surface du sol, ou exceptionnellement par des plans autres que verticaux.

Ces plans sont menés de la surface vers l'intérieur de la terre à une profondeur indéfinie.

Lorsque les circonstances l'exigent, la concession peut être bornée à des profondeurs déterminées".

.../...

Article 25.

L'article 25 pourrait, de l'accord du délégué du Gouvernement, être rédigé comme suit :

"Article 25.-

Les obligations générales des concessionnaires sont déterminées par un cahier des charges type, dont le modèle est établi par le Roi, après avis du Conseil d'Etat.

L'acte de concession peut édicter des obligations particulières, notamment :

- quant à la production, au transport, à la vente et à l'exportation des produits miniers;

- quant à la construction ou à l'alimentation de centrales électriques ou d'usines;

- quant à l'évacuation des déblais;

- quant au réaménagement des lieux après exploitation;

- quant à la constitution de cautionnements".

Comme l'arrêté royal visé à l'alinéa 1er aura un caractère réglementaire, il va de soi que l'avis de la section d'administration du Conseil d'Etat, qui est de règle en matière minière, ne sublève pas le Gouvernement de l'obligation qui lui est faite en vertu des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, de demander aussi l'avis de la section de législation.

.../...

Article 26.

La redevance prévue par cette disposition pose de nombreux problèmes, non seulement en ce qui concerne sa nature, mais aussi quant à la manière dont elle devrait être, le cas échéant, recouvrée. Comme le but principal qu'elle poursuit est, d'après l'exposé des motifs, "de maintenir un contact annuel avec les concessionnaires qui auraient cessé leur exploitation", et que ce but peut être atteint par des voies plus simples, le Conseil d'Etat propose, avec l'accord du délégué du Gouvernement, la suppression de cette disposition.

Article 27.

Les termes de "mine concédée" paraissent préférables à ceux de "concession octroyée".

D'autre part, la deuxième phrase de l'article 27 du projet énonce une conséquence si évidente de la première qu'il paraît superflu d'en faire une disposition expresse.

Avec l'accord du délégué du Gouvernement, il est donc proposé de rédiger l'article 27 comme suit :

"Article 27.-

La mine, même concédée au propriétaire de la surface, est une propriété distincte de celle de la surface".

.../...

Article 28.

De l'accord du délégué du Gouvernement, il est proposé de supprimer cette disposition qui, dans la mesure où elle ne fait pas double emploi avec d'autres articles du projet, prête à confusion, le droit du propriétaire de la surface étant un simple droit de créance et non, à proprement parler, un "droit ... sur les produits de la mine".

Article 29.

Tel qu'il est rédigé, cet article implique que l'effet de purge n'est obtenu que si les formalités ont été accomplies.

Telle n'étant pas l'intention du Gouvernement, il est proposé, avec l'accord de son délégué de rédiger l'article 29 comme suit :

"Article 29.-

L'acte de concession purge en faveur du concessionnaire tous les droits des propriétaires de la surface et des inventeurs ou de leurs ayant droits, après qu'ils ont été entendus ou appelés, selon les formes arrêtées par le Roi".

Article 30.

Il est proposé, avec l'accord du délégué du Gouvernement, de rédiger comme suit les trois premiers alinéas de cette disposition :

.../...

"Les propriétaires de la surface ont droit à une somme déterminée par l'acte de concession. Cette somme se compose d'une redevance fixe et d'une redevance proportionnelle au produit de la mine.

La redevance fixe déterminée par l'acte de concession ne sera pas inférieure à cinq francs par hectare de superficie.

La redevance proportionnelle est calculée sur le produit net de la mine, suivant les règles établies par le Roi.

... (la suite comme au projet)".

Il a été confirmé par le délégué du Gouvernement que le recours visé à l'alinéa 6 de l'article 30 est le recours en annulation organisé par l'article 14, alinéa 1er, des lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973.

Article 31.

L'addition d'un 7° (et non d'un 6°) à l'article 27 de la loi du 16 décembre 1851 doit être prévue dans un chapitre spécial, pour les raisons qui ont déjà été indiquées.

Article 32.

De l'accord du délégué du Gouvernement, cette disposition est superflue.

.../...

Article 33.

Cette disposition modifie inutilement la forme de l'actuel article 53 des lois coordonnées le 15 septembre 1919. De l'accord du délégué du Gouvernement, il est préférable de reprendre le texte actuel de l'article 53.

Articles 34 à 37.

Ces dispositions seraient de l'accord du délégué du Gouvernement, mieux rédigées comme suit :

"Article 34.-

Le concessionnaire peut disposer des substances non concessibles dont les travaux entraînent nécessairement l'abattage, ainsi que de l'eau d'exhaure.

Le propriétaire de la surface peut réclamer la disposition de celles des substances non concessibles qui ne sont pas utilisées à l'exploitation de la mine, moyennant paiement d'une indemnité correspondant aux frais normaux d'extraction.

Article 35.-

La vente, la cession, la location ou l'amodiation de la mine concédée, sous quelque forme que ce soit, en totalité ou en partie, ne prennent effet que si elles sont autorisées par le Roi, sur l'avis conforme du Conseil d'Etat.

.../...

L'acte authentique sera passé dans les trois mois de la publication au Moniteur belge de l'arrêté royal d'autorisation, aux conditions stipulées dans la convention signée par les parties. Cette convention est jointe à la demande d'autorisation.

En cas d'adjudication publique, volontaire ou forcée, les acquéreurs sont tenus de se pourvoir de l'autorisation requise, dans les six mois de la date de l'adjudication.

Tout acte fait en violation du présent article est nul.

Article 36.-

Les amodiations de surfaces peu importantes dans une ou plusieurs couches de houille déterminées peuvent être autorisées par la députation permanente du conseil provincial de la province où la partie de la mine à amodier est située.

Sont considérées comme peu importantes, les amodiations permettant de poursuivre l'exploitation de la mine amodiataire à moins de 200 mètres au delà de la limite de la concession, cette distance étant mesurée normalement à cette limite.

.../...

L'amodiation peut être accordée sur demande d'un seul des concessionnaires intéressés, même en l'absence d'accord préalable entre les parties. Si les concessionnaires ne peuvent s'entendre sur le montant de l'indemnité due pour la partie de gisement cédée, le litige sera tranché par le tribunal de 1ère instance dans le ressort duquel est situé le siège social de l'amodiateur.
En cas d'urgence, la députation permanente du conseil provincial peut autoriser l'exploitation avant décision du tribunal.

Article 37.-

Les amodiations autorisées en application des articles 35 et 36 sont résiliées de plein droit cinq ans après l'arrêt des exploitations dans la mine amodiataire".

Article 38.

L'objet de cette disposition est repris dans l'article 70 qui sera proposé ci-après.

Article 39.

Pour les motifs déjà indiqués sous l'article 19, cette disposition devrait être insérée dans les lois coordonnées sur les sociétés commerciales, ainsi qu'il sera proposé ci-après.

.../...

Articles 40 à 44.

Avec l'accord du délégué du Gouvernement, il est proposé de remplacer ces articles du projet par les dispositions suivantes :

"Article 40.-

Les mines appartenant à l'Etat sont soumises aux dispositions de la présente loi, sauf les exceptions ci-après.

Article 41.-

L'Etat, demandeur de concession, est dispensé d'établir l'existence d'un gisement ainsi que de justifier qu'il possède les moyens nécessaires pour l'exploitation.

L'avis du Conseil d'Etat, préalable à l'arrêté royal de concession à l'Etat d'une mine, porte exclusivement sur le contrôle des formalités et le règlement des intérêts privés.

Article 42.-

L'Etat peut renoncer à tout ou partie de sa concession.

Article 43.-

Les mines de l'Etat peuvent être exploitées soit directement, soit par une personne de droit public ou de droit privé, désignée par le Roi.

L'Etat peut également céder ou amodier tout ou partie de sa concession. La cession ou l'amodiation, de gré à gré, s'opère par voie d'apport, rémunéré par des actions représentatives du capital social du cessionnaire ou de l'amodiataire.

.../...

La durée de l'amodiation ne peut excéder 50 ans. Les conventions de cession et d'amodiation sont approuvées par arrêté royal délibéré en conseil des ministres. Avant d'être approuvées par arrêté royal, les conventions sont déposées pendant trente jours sur le bureau des Chambres législatives.

Article 44.-

L'Etat a le monopole de la recherche et de l'exploitation de la houille dans le territoire délimité :

- au sud par le parallèle passant par le clocher de l'église St Quentin à Hasselt;

- à l'ouest par le méridien passant par le clocher de l'église St Gommaire à Lierre;

- au nord et à l'est par la frontière du royaume.

Les mines concédées à l'Etat dans ce territoire ne peuvent être cédées ou amodiées qu'à la société qui exploite la concession du bassin de Campine".

Article 45.

Pour une raison de pure forme, il s'indique de rédiger cette disposition comme suit :

"Article 45.-

Plusieurs concessions pourront être réunies entre les mains du même concessionnaire moyennant autorisation accordée par le Roi sur avis conforme du Conseil d'Etat".

.../...

Article 47.

Pour des raisons de pure forme, il s'indique de rédiger cette disposition comme suit :

"Article 47.-

Sans le consentement formel du propriétaire de la surface, nul droit de recherche ou d'exploitation de mines ne vaut autorisation de faire des sondages, d'ouvrir des puits ou galeries, ni d'établir des machines, ateliers ou magasins dans les enclos murés, cours et jardins".

Articles 48 à 50.

Avec l'accord du délégué du Gouvernement, il est proposé de rédiger ces dispositions comme suit :

"Article 48.-

A l'intérieur du périmètre d'une concession, l'exploitant d'une mine peut, à défaut du consentement du propriétaire de la surface, être autorisé par arrêté ministériel pris sur avis du Conseil d'Etat, à occuper les terrains nécessaires ou utiles à l'exploitation de sa mine et aux installations indispensables, y compris :

- les installations d'aérage et d'exhaure;

- les ateliers de préparation, lavage, concentration des minerais;

- les installations de stockage;

- les voies de communications.

.../...

Les mêmes autorisations peuvent être octroyées, en vue des recherches, au titulaire d'un permis exclusif de recherche, dans le périmètre de son permis.

Moyennant déclaration d'utilité publique par arrêté royal, pris sur avis conforme du Conseil d'Etat, les mêmes autorisations peuvent être données à l'exploitant d'une mine, en dehors du périmètre concédé.

Article 49.-

La déclaration d'utilité publique et l'occupation de terrains prévues à l'article 48 sont précédées d'une enquête.

Les titulaires de droits réels et les locataires intéressés doivent être mis à même de faire valoir leurs observations, préalablement à l'octroi des autorisations.

A défaut d'accord, il sera procédé comme en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique.

Article 50.-

A défaut du consentement du propriétaire, les bénéficiaires de titres miniers pourront également, à l'intérieur du périmètre minier, être autorisés par le ministre qui a les mines dans ses attributions, après consultation du Conseil d'Etat, et dans les limites énoncées aux articles 48 et 49 :

- à établir, à demeure, à plus de cinq mètres du sol des cables et transporteurs ainsi que les pylones et mâts de soutien;

.../...

- à enterrer les cables et canalisations à profondeur supérieure à 0 m 50 et à établir les ouvrages nécessaires à leur fonctionnement;

- à dégager le sol de tous arbres et obstacles.

A l'extérieur du périmètre minier, moyennant déclaration d'utilité publique par arrêté royal, pris sur avis conforme du Conseil d'Etat, lesmêmes autorisations peuvent être données aux titulaires de titres miniers.

La servitude de passage s'exercera sur une largeur inférieure à quinze mètres, y compris la bande nécessaire au passage du personnel de surveillance, d'entretien et de contrôle.

Après les travaux, l'exploitant est tenu de remettre les terrains dans leur état antérieur, notamment en rétablissant la couche arable et la voirie.

Les servitudes de passage ainsi instituées ouvrent au profit du propriétaire du sol, de ses ayants droit et notamment des exploitants de la surface, un droit à indemnisation du préjudice subi".

Article 51.

A l'alinéa 4, la référence faite au Code de procédure civile, actuellement abrogé et remplacé par le Code judiciaire, prête à confusion. Pour répondre aux intentions du Gouvernement telles qu'elles ont été exprimées par son délégué, il serait préférable de rédiger cet alinéa comme suit :

.../...

"Dans tous les cas, le prix d'acquisition sera au double de la valeur actuelle du terrain, considéré dans son état antérieur à l'exécution des travaux".

Article 52.

De l'accord du délégué du Gouvernement, il est proposé de rédiger cette disposition comme suit :

"Article 52.-

Les terrains ne pourront être occupés qu'après paiement des indemnités ou après fourniture du cautionnement fixé par les arrêtés visés à l'article 48".

Article 54.

A la fin du premier alinéa, il y a lieu d'écrire : "... par arrêté royal pris sur avis conforme du Conseil d'Etat à la demande du détenteur de ce titre".

Le début du deuxième alinéa doit être rédigé comme suit :

"Une déclaration d'utilité publique peut également être faite dans les mêmes formes ..." (la suite comme au projet).

Le troisième alinéa pourrait, sans inconvénient, reprendre la formule des dispositions actuellement en vigueur et être rédigé comme suit :

.../...

"La déclaration d'utilité publique est précédée d'une enquête. L'indemnité due au propriétaire sera fixée au double".

Ces différentes modifications de forme ont reçu l'accord du délégué du Gouvernement.

Article 55.

Il est proposé, de l'accord du délégué du Gouvernement, de supprimer les mots : "le règlement se fera par expert", qui prêtent à confusion en ce qui concerne la nature et l'étendue des pouvoirs des experts par rapport à ceux de la juridiction appelée à fixer le montant de l'indemnité, en cas de contestation.

Article 56.

Pour éviter toute équivoque, le début du deuxième alinéa devrait être rédigé comme suit :

"Le concessionnaire pourra être tenu de fournir ... (la suite comme au projet)".

Article 57.

Cette disposition entend reproduire l'article 58bis des lois coordonnées actuellement en vigueur. Afin que cette reproduction soit exacte, il conviendrait d'écrire :

.../...

- au troisième alinéa :

"... le concessionnaire ou l'amodiataire est tenu de faire une offre transactionnelle irrévocable au demandeur ... (la suite comme au projet)";

- à la fin du quatrième alinéa :

"... doit appeler immédiatement à la cause le Fonds national de garantie".

Article 59.

Pour des raisons de clarté, et de l'accord du délégué du Gouvernement, l'alinéa 2 pourrait être scindé en deux alinéas.

Le troisième alinéa nouveau serait rédigé plus clairement comme suit :

"Lorsque la responsabilité du concessionnaire n'est pas contestée, mais que l'offre transactionnelle n'est pas acceptée, le juge désignera ... (la suite comme au projet)".

Article 60.

Cet article, de même que d'autres dispositions du projet, fait appel à une terminologie, certes traditionnelle, mais qui gagnerait à être précisée. De l'accord du

.../...

délégué du Gouvernement, il est proposé de faire du "retrait" d'un titre minier un terme générique, qui couvrirait toutes les manières dont peuvent prendre fin les droits attachés à un tel titre : renonciation, déchéance, transformation en sites réservoirs. Sous le bénéfice de cette observation, l'article 60 pourrait être rédigé comme suit :

"Article 60.-

Le titulaire d'un titre minier retiré pour quelque cause que ce soit demeure tenu de réparer les dommages causés par ses travaux".

*

Sous l'intitulé du chapitre 1er du titre IIIbis il est proposé d'insérer un article énonçant les causes de retrait des titres.

*

Article 61.

De l'accord du délégué du Gouvernement, cette disposition serait mieux rédigée en ces termes :

"Article 61.-

Le titulaire d'un permis exclusif de recherche ou d'une concession peut, après mise en demeure, se voir retirer son titre dans l'un des cas suivants :

.../...

1° pour les permis de recherche :

- inactivité persistante ou activité manifestement sans rapport avec l'effort financier souscrit;

- plus généralement, inobservation des engagements souscrits;

2° pour les concessions :

- ne pas avoir commencé les travaux dans les cinq ans de l'obtention de la concession;

- ne pas avoir continué régulièrement les travaux commencés, jusqu'à mise en exploitation effective de la mine;

- ne pas avoir commencé l'exploitation effective dans les dix années qui suivent la publication de l'acte de concession;

- avoir abandonné sans raison légitime l'exploitation pendant plus de cinq ans;

- avoir, sans raison légitime, restreint ou suspendu l'exploitation de manière à compromettre l'intérêt de l'économie nationale ou les besoins des consommateurs;

- ne pas avoir respecté les clauses du cahier des charges.

L'arrêté roy a l de retrait est pris de l'avis conforme du Conseil d'Etat".

.../...

Article 62.

De l'accord du délégué du Gouvernement, il est proposé de supprimer cette disposition qui organise une procédure complexe instaurée dans un but d'équité mais qui pourrait être utilisée à des fins dilatoires.

Articles 63, 64 et 65.

De l'accord du délégué du Gouvernement, ces dispositions, dont certaines font double emploi avec plusieurs dispositions du projet appelé à modifier les lois sur le Fonds national de garantie, pourraient être groupées dans un ordre différent de celui du projet et être rédigées comme suit :

"Article 63.-

Le concessionnaire déchu reste responsable de tous les dommages qui seraient reconnus provenir de son exploitation.

Article 64.-

Le concessionnaire déchu ne peut retirer son matériel que s'il s'est libéré de ses obligations découlant des règlements miniers.

Jusqu'à concession nouvelle, il est tenu de pourvoir à l'entretien de la mine.

.../...

A défaut par lui d'exécuter les travaux nécessaires pour sauvegarder la sécurité publique et la conservation de la mine, l'Etat aura le droit, après une sommation restée infructueuse et même sans cette formalité en cas d'urgence, d'y faire procéder d'office.

Article 65.-

Le nouveau concessionnaire aura la faculté de reprendre les puits, galeries et tous les travaux du fonds, en général, sans indemnité.

Quant aux autres dépendances de la mine, notamment les terrains, bâtiments et machines, il ne pourra les reprendre qu'à charge d'indemniser, à dire d'experts, le concessionnaire déchu.

En ce qui concerne la nomination des experts, la fixation, la consignation et le paiement de l'indemnité, ainsi que l'envoi en possession des dépendances reprises, il sera procédé suivant la procédure d'extrême urgence prévue par la loi du 26 juillet 1962 relative aux expropriations pour cause d'utilité publique et aux concessions en vue de la construction des autoroutes. Relativement aux droits réels dont les dépendances seraient grevées, la consignation produira les effets déterminés par les lois en la matière".

Quant à l'alinéa 4 de l'article 65 du projet, il serait indiqué d'en faire l'objet d'une modification de la loi hypothécaire, et de l'insérer parmi les dispositions modificatives ou abrogatoires qui seront proposées ci-après.

*

.../...

Avec l'accord du délégué du Gouvernement, il y a lieu d'insérer avant la section II, qui deviendrait section III du chapitre 1er du Titre IIIbis des lois coordonnées une section II, relative au retrait d'un acte de concession pour l'exploitation d'un site-réservoir souterrain destiné au stockage de gaz qui pourrait être rédigée comme suit :

"Article 65bis.-

Le titulaire d'un acte de concession de mine de houille peut, sur avis conforme du Conseil d'Etat, se voir retirer en tout ou en partie son droit d'exploitation de mine en vue de l'exploitation d'un site-réservoir souterrain destiné au stockage de gaz lorsque l'exploitation de la mine y est arrêtée depuis plus d'un an ou lorsque le concessionnaire reconnaît avoir arrêté son exploitation, que le captage du grisou y ait été poursuivi ou non.

Jusqu'à l'octroi du permis d'exploitation du site-réservoir, il sera tenu de pourvoir à l'entretien de la mine".

Par ailleurs, la loi du 18 juillet 1975 relative à la recherche et à l'exploitation des sites-réservoirs souterrains destinés àu stockage de gaz devrait être modifiée pour être mise en concordance avec les dispositions nouvelles des lois coordonnées.

Un texte réalisant cet objet est proposé plus loin.

.../...

Article 66.

L'objet de cette disposition est repris dans l'article 70 qui sera proposé ci-après.

Article 67.

Le retrait du permis ayant une signification générale, les deux alinéas de l'article 67 du projet peuvent être fondus en un seul qui serait rédigé comme suit :

"Article 67.-

Le gisement sur lequel portait un titre retiré est placé dans la situation de gisement ouvert aux recherches".

Article 68.

De l'accord du délégué du Gouvernement, les intentions de celui-ci seraient mieux exprimées dans le texte ci-après :

"Article 68.-

Tout concessionnaire d'une mine est tenu de déclarer :

- soit que la mine est en exploitation;
- soit que l'exploitation y est arrêtée, mais sera reprise avant cinq ans;
- soit que l'exploitation y est arrêtée et ne sera pas reprise avant cinq ans;
- soit qu'il est renoncé à la concession.

.../...

Cette déclaration doit être faite par pli recommandé à la poste adressé au ministre qui a les mines dans ses attributions, dans les trois mois qui suivent l'entrée en vigueur de la présente loi.

A la demande du ministre, le Procureur du Roi intente, devant le tribunal de première instance dans le ressort duquel se trouve l'exploitation ou la plus grande partie de celle-ci, l'action en dénégation de droit contre le réclamant dont les prétentions paraissent mal fondées.

La concession à laquelle il est renoncé ou dont l'exploitation est arrêtée et ne sera pas reprise avant cinq ans peut être retirée immédiatement par le Roi.

Dans le cas où une mine n'a fait l'objet d'aucune déclaration dans les formes et délais fixés à l'alinéa 2, ou lorsque les prétentions des déclarants ont été déniées par un jugement définitif, le ministre fait publier un avis informant le public de ce que la concession va être retirée. Cet avis est publié au Moniteur belge, dans un journal de la capitale et dans un journal local.

Des déclarations, conformes à l'alinéa 1er, peuvent être faites par pli recommandé à la poste, adressé au ministre dans les trois mois qui suivent la dernière des trois publications prévues à l'alinéa 5. Il est statué sur les déclarations conformément aux alinéas 3 et 4.

Dans le cas où aucune déclaration n'a été faite dans le délai prévu à l'alinéa 6, la concession peut être retirée immédiatement par le Roi".

.../...

Article 69.

Indépendamment de la modification qui doit être apportée à l'article 23 de la loi du 14 juillet 1951 relative au séquestre et à la liquidation des biens, droits et intérêts allemands, modification qui sera reprise ci-après dans le chapitre consacré aux dispositions modificatives ou abrogatoires, il convient, de l'accord du délégué du Gouvernement et pour répondre aux intentions de ce dernier, d'insérer dans le projet une disposition nouvelle qui prendrait la place de l'article 69 et qui serait rédigée comme suit :

"Article 69.-

Les concessions de mines frappées de séquestre en vertu de l'arrêté-loi du 23 août 1944 et de la loi du 14 juillet 1951 relative au séquestre et à la liquidation des biens, droits et intérêts allemands sont retirées immédiatement par le Roi".

Article 70.

Compte tenu des observations qui ont été faites sous différents articles du projet et spécialement sous l'article 60, cette disposition devrait de l'accord du délégué du Gouvernement être rédigée en ces termes :

"Article 70.-

Le retrait d'une concession, pour quelque cause que ce soit, est prononcé par arrêté royal, de l'avis conforme du Conseil d'Etat.

Le Roi en détermine la procédure et les conditions de retrait".

.../...

Articles 71, 72 et 73.

Ces dispositions, qui reproduisent les articles 55, 56 et 57 des lois coordonnées le 15 septembre 1919 peuvent être groupées sous un titre IV : "Des obligations envers le personnel ouvrier".

Le premier alinéa de l'article 71 paraît superflu et peut être omis.

De l'accord du délégué du Gouvernement, le premier alinéa de l'article 73 gagnerait à être rédigé comme suit :

"Indépendamment de leurs attributions ordinaires, les ingénieurs des mines sont tenus de veiller à l'exécution de toutes les dispositions prises en vertu du présent titre".

La modification à l'article 113 du titre IX des lois coordonnées le 15 septembre 1919, proposée à l'article 3 du projet n'appelle pas d'observation.

*

Conformément à plusieurs observations faites dans le présent avis, il y a lieu de compléter le projet par un chapitre consacré aux modifications apportées à diverses lois.

Le Conseil d'Etat propose :

"CHAPITRE IV. Dispositions modificatives.

.../...

Article 4.-

Les modifications suivantes sont apportées au Code de commerce :

a) l'article 2, modifié par l'article 2 de la loi du 3 juillet 1956, est complété comme suit :

"Toute exploitation des mines";

b) un article 188bis, rédigé comme suit, est inséré dans les lois sur les sociétés commerciales, coordonnées le 30 novembre 1935 :

"Article 188bis. Les sociétés minières dissoutes ne pourront clore leur liquidation avant d'avoir cédé leur concession ou, le cas échéant, avant d'y avoir renoncé".

c) l'article 212, alinéa 2, des mêmes lois est remplacé par la disposition suivante :

"Les sociétés civiles ayant l'exploitation des mines pour objet et qui poursuivent cette exploitation à la date de l'entrée en vigueur de la loi du ... deviennent des sociétés commerciales de plein droit et sans modification de leurs statuts.

Les sociétés qui, en vertu de l'article 68 des lois coordonnées sur les mines, minières et carrières déclarent vouloir reprendre leur exploitation dans les cinq ans à dater de l'entrée en vigueur de la loi du ... devront se constituer en sociétés à forme commerciale".

d) (voir observation c sous l'article 19).

.../...

Article 5.-

L'article 27 de la loi du 16 décembre 1851 sur la révision du régime hypothécaire est complété par un 7° et un 8° rédigés comme suit :

"7° sur la mine, ceux qui justifieraient avoir fourni des fonds pour la recherche de la mine ainsi que pour les travaux de construction ou confection de machines nécessaires à son exploitation, à concurrence de ces fonds;

8° sur les dépendances de la mine ou sur les sommes dont le nouveau concessionnaire serait redevable en vertu des lois coordonnées sur les mines, minières et carrières, l'Etat, à concurrence des frais déboursés par lui, et les propriétaires de la surface à concurrence des redevances en retard".

Article 6.-

A l'article 23 de la loi du 14 juillet 1951 relative au séquestre et à la liquidation des biens, droits et intérêts allemands, l'alinéa suivant est inséré entre le premier et le second alinéas :

"Toutefois, il n'est pas dérogé à la législation sur les mines en ce qui concerne les mines placées sous séquestre".

Article 7.-

Un article 48bis, rédigé comme suit, est inséré dans la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, modifiée par les lois des 22 avril 1970 et 22 décembre 1970.

.../...

"Article 48bis. Par dérogation à l'article 44, le permis est délivré par le ministre ou son délégué lorsqu'il est sollicité par le titulaire d'un permis exclusif de recherche de mines ou par le concessionnaire d'une mine.

Le collège des bourgmestre et échevins émet au préalable son avis dans les trente jours. Si ce délai n'est pas respecté, l'avis est réputé favorable. En cas d'avis défavorable, la décision est réservée au ministre.

Le permis peut être accordé en s'écartant du plan d'aménagement ou du projet de plan d'aménagement, d'un règlement communal ou d'un plan d'alignement d'une voie communale".

Article 8.-

Les modifications suivantes sont apportées à l'article 16 de la loi du 18 juillet 1975 relative à la recherche et à l'exploitation des sites-réservoirs souterrains destinés au stockage de gaz :

1° le § 1er est abrogé;

2° au § 2, les mots "concessionnaire déchu" sont remplacés par "titulaire de l'acte de concession de la mine de houille";

3° au § 4, premier alinéa, les mots "concessionnaire déchu" sont remplacés par "titulaire de l'acte de concession de la mine de houille".

4° au § 4, alinéa 2, les mots "concessionnaire déchu" sont remplacés par "concessionnaire de mine".

.../...

5° les quatrième et cinquième alinéas du § 4 sont remplacés par la disposition suivante :

"Le concessionnaire de mine reste responsable de tout dommage provenant directement de l'exploitation de la houille. Le règlement de ces litiges est soumis aux dispositions générales relatives aux dommages causés par l'exploitation, prescrites dans les lois coordonnées sur les mines, minières et carrières".

OBSERVATIONS FINALES.

I. Les lois sur les mines, minières et carrières, coordonnées le 15 septembre 1919, qui sont actuellement en vigueur, règlent elles-mêmes, de manière très précise, la procédure à suivre pour l'octroi d'une concession de mine (articles 23 à 33). Cette procédure est très complexe et il se comprend aisément que le Gouvernement veuille la rendre plus simple. Mais elle a le mérite de donner des garanties importantes aux personnes autres que le demandeur en concession : elle leur assure notamment, de manière très efficace, la faculté de former des demandes en concurrence ou des oppositions (articles 23 à 28, 30 à 32).

Selon le projet, les concessions de mine continueront à ne pouvoir être accordées que par le Roi et sur avis conforme du Conseil d'Etat. Mais pour que le Conseil d'Etat et le Gouvernement soient complètement éclairés au sujet des circonstances dans lesquelles la demande de concession est présentée, ne serait-il pas nécessaire que les tiers aient la possibilité de faire valoir leurs objections éventuelles ?

.../...

L'article 46 du projet laisse au Roi le soin de fixer la procédure à suivre, notamment pour l'octroi d'une concession. Selon l'exposé des motifs, l'arrêté réglant cette procédure déterminera le mode de "présentation des observations, oppositions ou demandes de concurrence". Compte tenu de l'importance des garanties de ces formalités pour la sauvegarde des droits et intérêts des tiers, il appartiendra au législateur d'apprécier s'il n'est pas souhaitable que le principe en soit inscrit dans la loi elle-même pour la procédure relative aux demandes de concessions et peut-être aussi pour la procédure relative aux demandes de permis de recherche.

II. L'article 34 actuel des lois coordonnées donne encore une autre garantie aux tiers en leur ouvrant, devant les tribunaux, une action leur permettant d'obtenir une déclaration de nullité de l'acte accordant la concession, dans le cas où cet acte a été pris en méconnaissance des prescriptions relatives à la procédure.

Le projet ne reprend pas semblable disposition.

Le Conseil d'Etat constate que, dès lors, l'arrêté royal accordant ou refusant une concession serait, conformément à la règle de droit commun applicable aux actes administratifs, susceptible de faire l'objet du recours en annulation prévu par l'article 14, alinéa 1er, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat.

.../...

III. En ce qui concerne le retrait des concessions, la loi en projet supprime l'intervention du pouvoir judiciaire à laquelle la législation actuellement en vigueur subordonne la déchéance de la concession.

Le Conseil d'Etat constate que l'arrêté royal de retrait sera dès lors soumis à la censure de la section d'administration, conformément au droit commun.

*

* *

Des observations qui ont été faites au sujet du présent projet, il se déduit que les subdivisions du texte et les intitulés, de même que le numérotage des articles doivent être revus.

ALGEMENE OPMERKINGEN.

De Regering vraagt tegelijkertijd 's Raads advies over de ontwerpen van twee wetten die beide strekken tot wijziging van de gecoördineerde wetten op de mijnen, groeven en graverijen.

Het beste zou zijn beide ontwerpen samen te voegen en ze te coördineren met de teksten die in werking blijven. Maar dat zou zodanige problemen opleveren, dat de goedkeuring van beide ontwerpen overdreven vertraging kan oplopen.

Te gelegener tijd zou het Coördinatiebureau van de Raad van State om een coördinatie van de teksten kunnen worden verzocht op grond van de wet van 13 juni 1961 betreffende de coördinatie en de codificatie van wetten. Zou het tot stand brengen van een echt Wetboek van de mijnen, graverijen en groeven wijzigingen noodzakelijk maken die verder reiken dan een gewone coördinatie, dan kan voor de tekst in zijn geheel bekrachtiging worden gevraagd aan het Parlement.

*

Het ontwerp dient medeondertekend te worden door alle ministers tot wier bevoegdheid bepaalde door het ontwerp geregelde aangelegenheden behoren.

*

.../...

De ondertitels bij de artikelen moeten vervallen.

*

ONDERZOEK VAN DE ARTIKELEN.

Artikel 5.

Dit artikel stelt een zeer algemeen beginsel dat de bevoegdheidsspreiding, zoals die in andere bepalingen van het voorontwerp is geregeld, wettigt; een eigen normatieve strekking heeft het echter niet.

Voorgesteld wordt die bepaling te schrappen.

Artikel 6.

Deze bepaling heeft tot doel een artikel 48bis in te voegen in de wet van 29 maart 1962 houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedebouw. Alle bepalingen die, zoals deze, andere dan de op 15 september 1919 gecoördineerde wetten wijzigen, dienen aan het slot van het ontwerp in een afzonderlijk hoofdstuk bijeen te worden gebracht. Met deze opmerking is rekening gehouden in het hoofdstuk dat de Raad van State aan het slot van zijn advies voorstelt.

.../...

Artikel 7.

In overleg met de gemachtigde van de Regering wordt voorgesteld deze bepaling als volgt te redigeren :

"Artikel 7.-

De opsporing mag worden verricht :

- hetzij door de houder van een uitsluitende opsporingsvergunning;

- hetzij door de eigenaar van de bovengrond of door een derde met toestemming van de eigenaar van de bovengrond, mits een gewone aangifte en een jaarlijks syntheseverslag aan de mijningenieur worden gezonden;

- hetzij door een derde zonder toestemming van de eigenaar van de bovengrond, met machtiging van de Minister tot wiens bevoegdheid de mijnen behoren.

In dat geval bepaalt de Minister, nadat hij de eigenaar heeft gehoord, de aan deze verschuldigde vergoeding, onverminderd het herstel van de schade die door de opsporingswerken mocht zijn veroorzaakt".

Zoals met de gemachtigde van de Regering overeengekomen is, zou de memorie van toelichting erop kunnen wijzen, enerzijds dat verschillende derden een machtiging kunnen krijgen, elk voor een andere stof, anderzijds dat elke aan een derde verleende machtiging de eigenaar van de bovengrond het recht ontneemt om het produkt op te sporen waarvoor de machtiging is verleend.

.../...

Artikel 8.

Het beginsel dat in het eerste lid van dit artikel geformuleerd is, kan beter in de memorie van toelichting worden verwoord.

Het tweede lid zou bij de bepalingen betreffende de Staatsmijnen opgenomen moeten worden.

Artikelen 9 tot 13.

Ook volgens de gemachtigde van de Regering zouden deze bepalingen beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 9.-

De stoffen die worden opgehaald tijdens opsporingen waarvoor krachtens deze wet vergunning of machtiging is verleend, behoren aan de prospector toe, tenzij met de eigenaar van de bovengrond anders overeengekomen is.

Artikel 10.-

De opsporingsvergunning verleent het uitsluitende recht om binnen een bepaalde omtrek te prospecteren met betrekking tot de erin vermelde stoffen die in concessie kunnen worden gegeven :

Artikel 11.-

De uitsluitende opsporingsvergunning wordt na een openbaar onderzoek en op eensluidend advies van de Raad van State door de Koning verleend voor ten hoogste vijf jaar.

Zij kan tweemaal worden verlengd als de vergunninghouder zijn verplichtingen is nagekomen.

.../...

De verlenging wordt door de Koning op eensluidend advies van de Raad van State verleend voor ten hoogste vijf jaar; de oppervlakte waarop een verlengde vergunning betrekking heeft kan met de helft verminderd worden; zij moet de vindplaatsen welke de vergunninghouder reeds verkend heeft omvatten.

Artikel 12.-

Indien een uitsluitende opsporingsvergunning verstrijkt vooraleer beschikt is op een door de houder ingediende concessieaanvraag, kan de Minister tot wiens bevoegdheid de mijnen behoren die vergunning op het in de aanvraag bedoelde grondgebied verlengen totdat op de aanvraag beschikt is.

De verlenging wordt van rechtswege verkregen wanneer de vergunningsaanvraag ten minste zes maanden vóór het verstrijken van de opsporingsvergunning ingediend is.

Artikel 13.-

Door het verlenen van een concessie vervalt de uitsluitende opsporingsvergunning binnen de omtrek van de concessie maar ze blijft bestaan zowel binnen de concessie voor de niet in concessie gegeven stoffen als daarbuiten voor alle stoffen waarop de opsporingsvergunning betrekking had".

Artikel 14.

Deze bepaling kan beter als volgt worden geredigeerd :

.../...

"Artikel 14.-

De uitsluitende opsporingsvergunning wordt bij de hypotheekbewaring overgeschreven".

Artikelen 15 tot 17.

Deze bepalingen kunnen, ook volgens de gemachtigde van de Regering, beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 15.-

De door een uitsluitende opsporingsvergunning verleende rechten kunnen bij onderhandse akte geheel of gedeeltelijk worden overgedragen, mits de Koning daartoe, op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid de mijnen behoren en op eensluidend advies van de Raad van State, goedkeuring verleent.

De overnemer moet zich verbinden om de aan de vergunning verbonden verplichtingen na te komen.

De akte van overdracht heeft slechts gevolgen drie maanden nadat het koninklijk besluit tot goedkeuring in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

Artikel 16.-

Op verzoek van de vergunninghouder kunnen verscheidene hem verleende vergunningen voor het opsporen van dezelfde stoffen in aan elkaar grenzende gebieden, samengevoegd worden, op voorwaarde dat zij een gemeenschappelijke geldigheidsduur hebben.

.../...

Het koninklijk besluit dat de samenvoeging toestaat, bepaaldt de verplichtingen die door de nieuwe vergunning zijn opgelegd alsook de datum waarop die vergunning verstrijkt.

Artikel 17.-

De Koning bepaalt de procedure en de voorwaarden inzake toekenning, verlenging, overdracht en samenvoeging van uitsluitende opsporingsvergunningen".

Artikel 18.

Deze bepaling zou, ook volgens de gemachtigde van de Regering, beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 18.-

Mijnen mogen niet worden ontgonnen dan op grond van een concessieakte".

Artikel 19.

a) De eerste volzin van deze bepaling zou beter op zijn plaats zijn in artikel 2 van het Wetboek van koophandel. Hij dient dus te worden ingevoegd in het hoofdstuk van het onderhavige ontwerp dat gewijd zal zijn aan de bepalingen tot wijziging of opheffing van andere dan de op 15 september 1919 gecoördineerde wetten.

.../...

b) Om dezelfde reden zou het beginsel dat in de tweede volzin van dit artikel geformuleerd is, als een uitdrukkelijke bepaling moeten worden opgenomen in de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, zoals hierna wordt voorgesteld.

c) Deze oplossing brengt mede dat worden geacht een handelskarakter te hebben, vennootschappen waarvan de statuten door de stichters vrij zijn aangenomen overeenkomstig de burgerlijke wetgeving, zonder dat zij beantwoorden aan een van de types van handelsvennootschappen zoals die door de gecoördineerde wetten georganiseerd zijn.

Hieruit volgt dat de oplossing die geformuleerd is in de derde volzin van de ontwerp-bepaling ernstige interpretatiemoeilijkheden kan opleveren, onder meer wanneer het erom gaat te bepalen welke regelen inzake de werking van de handelsvennootschappen om die vennootschappen, al naar hun vorm, van toepassing zullen zijn.

Het is zaak van de Regering na te gaan, en van de wetgever uit te maken, welke bepalingen van het Wetboek van koophandel op die vennootschappen geen toepassing zullen vinden.

*

Het ontwerp heeft overigens alleen betrekking op de ontginning van mijnen. De wetgever zal hebben te oordelen of het beginsel dat in de onderhavige bepaling is gesteld, al dan niet moet worden uitgebreid tot andere types van ontginning, inzonderheid tot de graverijen en groeven.

.../...

Artikel 20.

Deze bepaling zou, ook volgens de gemachtigde van de Regering, beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 20.-

De mijn vormt, binnen de grenzen van de concessieakte, een onroerend goed dat van de bodem onderscheiden is. Zij omvat het recht om stoffen te ontginnen die in concessie gegeven kunnen worden, en mede de gebouwen, terreinen, steenbergen, schachten, gangen en andere blijvend aangelegde werken, met de eraan verbonden rechten op de bodem of op de bovengrond, alsook de machines en de werktuigen die voor de ontginning dienen".

Artikel 21.

Deze bepaling wijkt niet van het gemeen recht af en moet vervallen.

Artikel 22.

Voor de eerste drie alinea's van dit artikel stelt de Raad van State de volgende tekst voor, waarmede de gemachtigde van de Regering zijn instemming heeft betuigd :

"Hij die een concessie wil verkrijgen, moet bewijzen dat hij over de technische en financiële middelen beschikt. De concessies worden door de Koning verleend op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid de mijnen behoren, op eensluidend advies van de Raad van State en volgens de voorwaarden van een typebestek.

.../...

Ieder koninklijk besluit dat op een concessieaanvraag beschikt, moet met redenen worden omkleed.

De procedure wordt door de Koning bepaald".

Artikel 23.

Het eerste lid van dit artikel zou de bedoeling van de Regering beter weergeven indien het als volgt werd geredigeerd :

"De concessie kan slechts worden verleend aan een bestaande vennootschap die de vorm van een handelsvennootschap heeft, of aan een zodanige vennootschap in oprichting. In dit laatste geval moet de vennootschap worden opgericht binnen de door het bestek voorgeschreven termijn".

Het tweede lid van artikel 23 zou tot moeilijkheden kunnen leiden. De gemachtigde van de Regering heeft ermede ingestemd het te schrappen.

Artikel 24.

Zoals het derde lid van dit artikel geredigeerd is, kan het de indruk wekken dat de begrenzing van een concessie tot op een bepaalde diepte uitzonderlijk is, terwijl het in de bedoeling van de Regering ligt als uitzonderlijk alleen te beschouwen de grenzen die, in afwijking van het eerste lid, anders dan door verticale vlakken gevormd worden.

.../...

Ook volgens de gemachtigde van de Regering zou de volgende redactie die bedoeling beter weergeven :

"Artikel 24.-

De uitgestrektheid van de concessie wordt vastgesteld in de concessieakte. Ze wordt begrensd door verticale vlakken gaande door punten die op de begane grond worden bepaald, of, bij uitzondering, door andere dan verticale vlakken.

Deze vlakken gaan van de bovengrond naar het middelpunt van de aarde tot op een onbepaalde diepte.

Wanneer de omstandigheden het vereisen, kan de concessie tot bepaalde diepten worden begrensd".

Artikel 25.

Dit artikel kan, ook volgens de gemachtigde ambtenaar, als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 25.-

De algemene verplichtingen van de concessiehouders worden vastgesteld in een typebestek waarvan het model door de Koning wordt bepaald na advies van de Raad van State.

De concessieakte kan bijzondere verplichtingen opleggen, inzonderheid met betrekking tot :

- de produktie, het vervoer, de verkoop en de uitvoer van de mijnprodukten;

- de bouw of de bevoorrading van elektrische centrales of van fabrieken;

.../...

- de afvoer van de stenen;

- het weder aanleggen van het terrein na ontginning;

- het stellen van borgtochten".

Aangezien het in het eerste lid bedoelde koninklijk besluit een verordeningsbesluit zal zijn, spreekt het vanzelf dat het advies van de afdeling administratie van de Raad van State, dat in mijnzaken de regel is, de Regering niet ontslaat van de verplichting die zij krachtens de gecoördineerde wetten op de Raad van State heeft om ook het advies van de afdeling wetgeving te vragen.

Artikel 26.

In verband met het in deze bepaling voorgeschreven recht rijzen heel wat problemen, niet alleen omtrent de aard van dat recht maar ook omtrent de wijze waarop het in voorkomend geval zal worden geïnd. Aangezien het voornaamste doel van dat recht - "een jaarlijks contact met de concessiehouders die hun ontginning stopgezet hebben" te bewaren -, aldus de memorie van toelichting - langs eenvoudiger wegen kan worden bereikt, stelt de Raad van State, in overleg met de gemachtigde van de Regering, voor dat deze bepaling wordt geschrapt.

Artikel 27.

De woorden "Een concessie ... verleend" kunnen gevoeglijk worden vervangen door de woorden : "De mijn, ... in concessie gegeven".

.../...

Wat in de tweede volzin van artikel 27 gezegd wordt volgt zo vanzelfsprekend uit de eerste, dat uitdrukkelijke formulering overbodig lijkt.

In overleg met de gemachtigde van de Regering wordt derhalve voorgesteld artikel 27 als volgt te redigeren :

"Artikel 27.-

De eigendom van de mijn, zelfs als deze aan de eigenaar van de bovengrond in concessie is gegeven, is onderscheiden van de eigendom van de bovengrond".

Artikel 28.

In overleg met de gemachtigde van de Regering wordt voorgesteld deze bepaling te schrappen. Voor zover zij geen herhaling is van andere artikelen van het ontwerp, kan zij tot verwarring aanleiding geven aangezien het recht van de eigenaar van de bovengrond een gewoon vorderingsrecht is en geen eigenlijk "recht ... op de produkten van de mijn".

Artikel 29.

Zoals dit artikel is geredigeerd, sluit het in dat de rechten eerst worden opgeheven als de formaliteiten vervuld zijn.

Aangezien de Regering het niet zo bedoelt, wordt in overleg met haar gemachtigde voorgesteld artikel 29 als volgt te redigeren :

.../...

"Artikel 29.-

De concessieakte heft ten voordele van de concessiehouder alle rechten van de eigenaars van de bovengrond en van de ontdekkers of dezer rechtverkrijgenden op, nadat zij gehoord of opgeroepen zijn overeenkomstig de vormen door de Koning bepaald".

Artikel 30.

In overleg met de gemachtigde van de Regering wordt voorgesteld de eerste drie alinea's van dit artikel als volgt te redigeren :

"De eigenaars van de bovengrond hebben recht op een in de concessieakte bepaald bedrag. Dit bedrag bestaat uit een vast recht en een met de opbrengst van de mijn evenredig recht.

Het in de concessieakte bepaalde vast recht mag niet minder bedragen dan vijf frank per hectare.

Het evenredig recht wordt berekend op de nettoopbrengst van de mijn, volgens de regels vastgesteld door de Koning ... (voorts zoals in het ontwerp)".

De gemachtigde van de Regering heeft bevestigd dat met het in het zesde lid van artikel 30 bedoelde beroep wordt bedoeld het beroep tot nietigverklaring dat georganiseerd is door artikel 14, eerste lid, van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State.

.../...

Artikel 31.

De toevoeging van een 7° (en niet van een 6°) aan artikel 27 van de wet van 16 december 1851 moet om de reeds eerder opgegeven redenen in een speciaal hoofdstuk geschieden.

Artikel 32.

Ook volgens de gemachtigde van de Regering is deze bepaling overbodig.

Artikel 33.

Deze bepaling wijzigt onnodig de vorm van het huidige artikel 53 van de op 15 september 1919 gecoördineerde wetten. De gemachtigde van de Regering is het ermee eens dat beter de huidige tekst van artikel 53 kan worden overgenomen.

Artikelen 34 tot 37.

Deze bepalingen zouden - ook volgens de gemachtigde van de Regering - beter als volgt kunnen worden geredigeerd :

"Artikel 34.-

De concessiehouder mag beschikken over de stoffen die niet in concessie kunnen worden gegeven maar door het uitvoeren van de werken onvermijdelijk mee ontgonnen worden, alsook over het uitgepompte water.

De eigenaar van de bovengrond mag de stoffen die niet in concessie kunnen worden gegeven en niet voor de ontginning van de mijn worden gebruikt, voor zich opeisen tegen betaling van een vergoeding gelijk aan de normale winningskosten.

Artikel 35.-

De verkoop, de overdracht, de verhuring of de verpachting van de in concessie gegeven mijn, in welke vorm ook, geheel of gedeeltelijk, hebben slechts gevolgen als zij door de Koning worden toegestaan op eensluidend advies van de Raad van State.

De authentieke akte wordt binnen drie maanden nadat het koninklijk besluit tot machtiging in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt, verleden onder de voorwaarden bepaald in de door de partijen ondertekende overeenkomst. Die overeenkomst wordt bij het verzoek tot machtiging gevoegd.

In geval van vrijwillige of gedwongen openbare verkoping moeten de kopers de vereiste machtiging verkrijgen binnen zes maanden na de datum van de toewijzing.

Iedere in strijd met dit artikel opgemaakte akte is nietig.

.../...

Artikel 36.-

Verpachting van geringe oppervlakten in één of meer bepaalde steenkoollagen kan worden toegestaan door de bestendige deputatie van de provincieraad van de provincie waarin het te verpachten gedeelte van de mijn gelegen is.

Als verpachtingen van geringe oppervlakte worden beschouwd de verpachtingen waardoor het mogelijk wordt de ontginning van de pachtende mijn tot minder dan 200 meter voorbij de grens van de concessie voort te zetten, welke afstand loodrecht op die grens wordt gemeten.

De verpachting kan worden toegestaan op verzoek van één der belanghebbende concessiehouders, zelfs bij ontstentenis van een voorafgaand akkoord tussen partijen. Indien de concessiehouders zich niet kunnen verstaan omtrent het bedrag der vergoeding voor het gedeelte van het overgedragen mijnveld, wordt het geschil beslecht door de rechtbank van eerste aanleg in welker rechtsgebied de maatschappelijke zetel van de verpachter gelegen is. In dringende gevallen mag de bestendige deputatie van de provincieraad de ontginning toestaan vooraleer de rechtbank beslist heeft.

Artikel 37.-

De op grond van de artikelen 35 en 36 toegestane verpachtingen zijn van rechtswege ontbonden vijf jaar na het stilleggen van de ontginningen in de pachtende mijn".

.../...

Artikel 38.

De inhoud van deze bepaling is verwerkt in artikel 70 dat hierna wordt voorgesteld.

Artikel 39.

Om de redenen die reeds bij artikel 19 zijn opgegeven, zou deze bepaling moeten worden ingevoegd in de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, zoals hierna wordt voorgesteld.

Artikelen 40 tot 44.

In overleg met de gemachtigde van de Regering wordt voorgesteld deze artikelen van het ontwerp door de volgende bepalingen te vervangen :

"Artikel 40.-

De mijnen die aan de Staat toebehoren zijn aan de bepalingen van deze wet onderworpen, behoudens de hierna vermelde uitzonderingen.

Artikel 41.-

Als de Staat een concessie aanvraagt, hoeft hij niet te bewijzen dat er een mijnveld is, noch dat hij over de nodige middelen voor de ontginning beschikt.

Het advies van de Raad van State dat voorafgaat aan het koninklijk besluit dat een mijn aan de Staat in concessie geeft, betreft uitsluitend het toezicht op de formaliteiten en de regeling van de particuliere belangen.

.../...

Artikel 42.-

De Staat kan geheel of ten dele afstand doen van zijn concessie.

Artikel 43.-

De Staatsmijnen kunnen ofwel rechtstreeks ofwel door een door de Koning aangewezen publiekrechtelijke of privaatrechtelijke persoon worden ontgonnen.

De Staat kan zijn concessie ook geheel of ten dele overdragen of verpachten. Onderhandse overdracht of verpachting geschiedt door inbreng, die wordt vergoed door aandelen welke het maatschappelijk kapitaal van de overnemer of van de pachter vertegenwoordigen.

De verpachting mag voor niet langer dan 50 jaar gelden. De overdrachts- en verpachtingsovereenkomsten worden bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit goedgekeurd. Voor zij bij koninklijk besluit goedgekeurd worden, blijven de overeenkomsten gedurende dertig dagen op het bureau van de Wetgevende Kamers neergelegd.

Artikel 44.

De Staat bezit het monopolie om steenkolen op te sporen en te ontginnen in het gebied dat begrensd is :

- ten zuiden door de breedtegraad van de toren van de Sint-Kwintinuskerk te Hasselt;

- ten westen door de middaglijn van de toren van de Sint-Gumaruskerk te Lier;

- ten noorden en ten oosten door de Rijksgrens.

.../...

De mijnen die in dit gebied aan de Staat in concessie worden gegeven, mogen niet overgedragen of verpacht worden dan aan de vennootschap die de concessie van het Kempense bekken ontgint".

Artikel 45.

Alleen ter wille van de vorm dient deze bepaling als volgt te worden geredigeerd :

"Artikel 45.-

Verscheidene concessies mogen in handen van dezelfde concessiehouder worden verenigd mits de Koning, op eensluidend advies van de Raad van State, machtiging verleent".

Artikel 47.

Alleen ter wille van de vorm redigere men deze bepaling als volgt :

"Artikel 47.-

Zonder de uitdrukkelijke toestemming van de eigenaar van de bovengrond geldt geen enkel recht tot opsporing of tot ontginning van mijnen als machtiging om boringen te doen, schachten of galerijen te graven, machines te plaatsen, werkplaatsen of magazijnen te bouwen in ommuurde erven, op binnenkoeren en in tuinen".

.../...

Artikelen 48 tot 50.

In overleg met de gemachtigde van de Regering wordt voorgesteld deze bepalingen als volgt te redigeren :

"Artikel 48.-

Binnen de omtrek van een concessie kan de ontginner van een mijn, bij gemis van toestemming van de eigenaar van de bovengrond, door een op advies van de Raad van State vastgesteld ministerieel besluit worden gemachtigd tot het in gebruik nemen van de gronden die nodig of nuttig zijn voor de ontginning van zijn mijn en voor de onmisbare installaties, met inbegrip van :

- de luchtverversings- en drooghoudingsinstallaties;

- de werkplaatsen voor de verwerking, het wassen en de concentratie van de ertsen;

- de opslaginstallaties;

- de verkeerswegen.

Dezelfde machtigingen kunnen aan de houder van een uitsluitende opsporingsvergunning binnen de omtrek van zijn vergunning worden verleend met het oog op zijn opsporingen.

Op voorwaarde dat een op eensluidend advies van de Raad van State vastgesteld koninklijk besluit de zaak van openbaar nut verklaart, kunnen dezelfde machtigingen aan de ontginner van een mijn worden verleend buiten het in concessie gegeven gebied.

.../...

Artikel 49.-

Aan de verklaring van openbaar nut en aan de ingebruikneming van gronden, bedoeld in artikel 48, gaat een onderzoek vooraf.

De belanghebbende houders van zakelijke rechten en huurders moeten de gelegenheid krijgen om hun opmerkingen naar voren te brengen vooraleer de machtigingen worden verleend.

Wordt geen overeenkomst bereikt, dan wordt gehandeld zoals inzake onteigening ten algemenen nutte.

Artikel 50.

Bij gemis van toestemming van de eigenaar kunnen de houders van mijntitels door de Minister tot wiens bevoegdheid de mijnen behoren, na advies van de Raad van State en met inachtneming van de in de artikelen 48 en 49 bepaalde grenzen ook worden gemachtigd om binnen de omtrek van de mijn :

- op meer dan vijf meter van de grond kabels en transportinstallaties, alsook palen en draagmasten blijvend aan te brengen;

- op een diepte van meer dan 0,50 meter kabels en leidingen in te graven en de installaties die voor de werking ervan nodig zijn aan te brengen;

- alle bomen en hindernissen van de grond te verwijderen.

.../...

Buiten de omtrek van de mijn kunnen dezelfde machtigingen aan de houders van mijntitels worden verleend op voorwaarde dat een op eensluidend advies van de Raad van State vastgesteld koninklijk besluit de zaak van openbaar nut verklaart.

De erfdienstbaarheid van uitweg wordt uitgeoefend over een breedte van minder dan vijftien meter, met inbegrip van de strook voor doorgang van het toezichts-, onderhouds- en controlepersoneel.

Na de werken moet de ontginner de gronden in hun vroegere staat herstellen, inzonderheid door het opnieuw aanbrengen van de teeltlaag en aanleggen van de wegen.

De aldus gevestigde erfdienstbaarheden van uitweg verlenen aan de eigenaar van de grond, aan zijn rechtverkrijgenden en inzonderheid aan de exploitanten van de bovengrond een recht op vergoeding van de geleden schade".

Artikel 51.

In het vierde lid kan de verwijzing naar het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering, dat opgeheven en door het Gerechtelijk Wetboek vervangen is, verwarrend werken. Opdat de bedoeling van de Regering wordt weergegeven zoals haar gemachtigde die te kennen heeft gegeven, zou dit lid beter als volgt worden geredigeerd :

.../...

"In ieder geval zal de aankoopprijs het dubbele bedragen van de werkelijke waarde van de grond in de staat waarin die zich vóór de uitvoering van de werken bevond.

Artikel 52.

In overleg met de gemachtigde van de Regering wordt voorgesteld deze bepaling als volgt te redigeren :

"Artikel 52.-

De gronden mogen eerst in gebruik worden genomen na betaling van de vergoedingen of na storting van de borgtocht die bepaald is door de in artikel 48 bedoelde besluiten".

Artikel 54.

Aan het slot van het eerste lid dient te worden gelezen : "... bij koninklijk besluit, op eensluidend advies van de Raad van State vastgesteld ten verzoeke van de houder van die titel".

Het tweede lid moet als volgt beginnen :

"Van openbaar nut kunnen in dezelfde vormen ook worden verklaard de leidingen ..." (voorts zoals in het ontwerp).

Het derde lid kan zonder bezwaar als volgt worden geformuleerd overeenkomstig de thans geldende bepalingen :

.../...

"Aan de verklaring van openbaar nut gaat een onderzoek vooraf. De aan de eigenaar verschuldigde vergoeding wordt op het dubbele vastgesteld".

Deze vormwijzigingen zijn voorgesteld in overleg met de gemachtigde van de Regering.

Artikel 55.

In overleg met de gemachtigde van de Regering wordt voorgesteld de woorden "de vergoeding zal door deskundigen geregeld worden" te schrappen; zij kunnen misverstand doen ontstaan over aard en omvang van de bevoegdheden van de deskundigen, vergeleken bij die van het gerecht dat in geval van geschil het bedrag van de vergoeding zal moeten bepalen.

Artikel 56.

Ter voorkoming van misverstand zou het tweede lid als volgt moeten beginnen :

"De concessiehouder kan worden verplicht ... (voorts zoals in het ontwerp)".

.../...

Artikel 57.

Deze bepaling bedoelt het thans geldende artikel 58bis van de gecoördineerde wetten over te nemen. Een nauwkeurige overname veronderstelt dat wordt gelezen:

- in de Franse versie van het derde lid :

"... le concessionnaire ou l'amodiataire est tenu de faire une offre transactionnelle irrévocable au demandeur ... (voorts zoals in het ontwerp)";

- aan het slot van het vierde lid :

"... moet onmiddellijk het Nationaal Waarborgfonds in het geding betrekken".

Artikel 59.

Ter wille van de overzichtelijkheid zou het tweede lid in twee alinea's gesplitst kunnen worden. De gemachtigde van de Regering is het hiermee eens.

Het nieuwe derde lid zou duidelijker zijn indien het als volgt werd geredigeerd :

.../...

"Wanneer de aansprakelijkheid van de concessiehouder niet betwist wordt, maar het vergelijksaanbod niet wordt aanvaard, wijst de rechter ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 60.

Zoals andere bepalingen van het ontwerp, werkt ook dit artikel met een terminologie die weliswaar door het gebruik geijkt is maar niettemin duidelijker gesteld zou kunnen worden. In overleg met de gemachtigde van de Regering wordt voorgesteld van de "intrekking" van een mijntitel een generieke term te maken die zou slaan op alle wijzen waarop een eind kan komen aan de aan zodanige titel verbonden rechten : afzien van de concessie, vervallenverklaring, verandering in bergruimten in situ. Met inachtneming van deze opmerking zou artikel 60 als volgt kunnen worden geredigeerd :

"Artikel 60.-

De houder van een om enige reden ingetrokken mijntitel blijft gehouden tot het herstellen van de door zijn werken veroorzaakte schade".

*

Voorgesteld wordt onder het opschrift van hoofdstuk I van titel IIIbis een artikel in te voegen dat de redenen van intrekking van de titels opgeeft.

*

.../...

Artikel 61.

Ook volgens de gemachtigde van de Regering kan deze bepaling beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 61.-

De houder van een uitsluitende opsporingsvergunning of van een concessie kan, na ingebrekestelling, zijn titel ingetrokken zien in een van de volgende gevallen :

1° voor de opsporingsvergunningen :

- aanhoudende inactiviteit of een activiteit die klaarblijkelijk niet in verhouding is met de financiële inspanning waartoe hij zich verbonden heeft;

- meer in het algemeen, niet-nakoming van de aangegane verbintenissen;

2° voor de concessies :

- als de werken niet begonnen zijn binnen vijf jaar na het verkrijgen van de concessie;

- als de begonnen werken niet geleidelijk werden voortgezet tot aan de daadwerkelijke ontginning van de mijn;

- als de daadwerkelijke ontginning niet begonnen is binnen tien jaar na de bekendmaking van de concessieakte;

- als de ontginning zonder wettige reden gedurende meer dan vijf jaar werd opgegeven;

.../...

- als de ontginning zonder wettige reden op een zodanige wijze werd beperkt of geschorst dat het belang van 's lands economie of de behoeften van de verbruikers in gevaar worden gebracht;

- als de bepalingen van het bestek niet werden nagekomen.

Het koninklijk besluit tot intrekking wordt vastgesteld op eensluidend advies van de Raad van State".

Artikel 62.

In overleg met de gemachtigde van de Regering wordt voorgesteld deze bepaling te schrappen; zij organiseert immers een ingewikkelde procedure die uit billijkheidsoverwegingen wordt ingevoerd maar als vertragingsmaneuver zou kunnen worden gehanteerd.

Artikelen 63, 64 en 65.

Ook volgens de gemachtigde van de Regering kunnen deze bepalingen, waarvan sommige een nodeloze herhaling zijn van een aantal bepalingen uit het ontwerp strekkende tot wijziging van de wetten op het Nationaal Waarborgfonds, in een andere volgorde dan die van het ontwerp worden gegroepeerd, als volgt :

.../...

"Artikel 63.-

De vervallen verklaarde concessiehouder blijft aansprakelijk voor de schade die wordt erkend te zijn veroorzaakt door zijn ontginning.

Artikel 64.-

De vervallen verklaarde concessiehouder mag zijn materieel eerst wegnemen als hij de verplichtingen, hem door de mijnreglementen opgelegd, heeft nagekomen.

Totdat een nieuwe concessie wordt verleend, is hij verplicht in het onderhoud van de mijn te voorzien.

Blijft hij in gebreke de nodige werken ter vrijwaring van de openbare veiligheid en van het behoud van de mijn uit te voeren, dan heeft de Staat het recht, na een vruchteloos gebleven aanmaning en in dringende gevallen zelfs zonder deze aanmaning, ze ambtshalve te laten uitvoeren.

Artikel 65.-

De nieuwe concessiehouder heeft het recht de schachten, gangen en alle ondergrondse werken in 't algemeen zonder vergoeding over te nemen.

De andere aanhorigheden van de mijn, inzonderheid de gronden, gebouwen en machines, mag hij slechts overnemen met last de vervallen verklaarde concessiehouder te vergoeden volgens de schatting van deskundigen.

.../...

Voor de benoeming van de deskundigen, de vaststelling, de consignatie en de betaling van de vergoeding, alsook voor de inbezitstelling van de overgenomen aanhorigheden wordt gehandeld volgens de procedure betreffende de rechtspleging bij hoogdringende omstandigheden, voorgeschreven in de wet van 26 juli 1962 betreffende de onteigeningen ten algemenen nutte en de concessies voor de bouw van de autosnelwegen. Met betrekking tot de zakelijke rechten waarmee de aanhorigheden mochten zijn bezwaard, brengt de consignatie de gevolgen teweeg welke door de desbetreffende wetten zijn bepaald".

De bepaling die in het ontwerp het vierde lid van artikel 65 vormt, kan beter worden vastgesteld als een wijziging van de hypotheekwet; zij krijgt dan haar plaats onder de wijzigings- en opheffingsbepalingen die hierna zullen worden voorgesteld.

*

Ook volgens de gemachtigde van de Regering dient voor afdeling II, die dan afdeling III van hoofdstuk I van titel IIIbis van de gecoördineerde wetten wordt, een afdeling II te worden ingevoegd met betrekking tot de intrekking van een concessieakte voor het exploiteren van een ondergrondse bergruimte in situ, bestemd voor het opslaan van gas; die bepaling kan als volgt worden geredigeerd :

.../...

"Artikel 65bis.-

De houder van een concessieakte voor het ontginnen van een steenkolenmijn kan, op eensluidend advies van de Raad van State, zijn recht om de mijn te ontginnen geheel of gedeeltelijk ingetrokken zien met het oog op het exploiteren van een ondergrondse bergruimte in situ, bestemd voor het opslaan van gas, wanneer de ontginning van de mijn sedert meer dan één jaar is stilgelegd of wanneer de concessiehouder erkent zijn ontginning te hebben stilgelegd, ongeacht of de mijngasafzuiging er al dan niet is voortgezet.

Totdat de vergunning voor het exploiteren van de bergruimte in situ wordt verleend, is hij verplicht in het onderhoud van de mijn te voorzien".

De wet van 18 juli 1975 betreffende het opsporen en exploiteren van ondergrondse bergruimten in situ bestemd voor het opslaan van gas zou moeten worden gewijzigd terwille van de overeenstemming met de nieuwe bepalingen van de gecoördineerde wetten.

Met dat doel wordt verder in het advies een tekst voorgesteld.

Artikel 66.

De inhoud van deze bepaling is opgenomen in het hierna voorgestelde artikel 70.

.../...

Artikel 67.

Gelet op de algemene betekenis van de intrekking van de vergunning, kunnen de twee alinea's van artikel 67 van het ontwerp tot één worden samengevoegd als volgt :

"Artikel 67.-

Het mijnveld waarop een ingetrokken titel betrekking had, wordt in de toestand van een voor opsporingen openstaand mijnveld gebracht".

Artikel 68.

De bedoeling van de Regering zou, ook volgens haar gemachtigde, beter tot uiting komen in de volgende tekst :

"Artikel 68.-

Iedere concessiehouder van een mijn moet aangeven :

- ofwel dat de mijn ontgonnen wordt;
- ofwel dat de ontginning ervan stilgelegd is maar hervat zal worden vooraleer vijf jaren verstreken zijn;
- ofwel dat de ontginning ervan stilgelegd is en niet hervat zal worden vooraleer vijf jaren verstreken zijn;
- ofwel dat van de concessie wordt afgezien.

.../...

Die aangifte moet worden gedaan bij een ter post aangetekende brief, die binnen drie maanden na de inwerkingtreding van deze wet wordt gericht aan de Minister tot wiens bevoegdheden de mijnen behoren.

Op vordering van de Minister stelt de Procureur des Konings vóór de rechtbank van eerste aanleg in welker rechtsgebied de ontginning of het grootste gedeelte ervan gelegen is, de vordering tot ontkenning van recht in tegen de eiser wiens aanspraken ongegrond lijken.

De concessie waarvan wordt afgezien of waarvan de ontginning stilgelegd wordt en niet hervat zal worden vooraleer vijf jaren verstreken zijn, kan door de Koning onmiddellijk worden ingetrokken.

Ingeval voor een mijn geen aangifte is gedaan in de vormen en binnen de termijnen bepaald in het tweede lid, of wanneer de aanspraken van de aangevers door een eindvonnis ontkend zijn, laat de Minister een bericht bekendmaken waarbij aan het publiek ter kennis wordt gebracht dat de concessie zal worden ingetrokken. Dat bericht wordt bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad, in een nieuwsblad van de hoofdstad en in een plaatselijk nieuwsblad.

Aangiften overeenkomstig het eerste lid kunnen worden gedaan bij een ter post aangetekende brief die aan de Minister wordt gericht binnen drie maanden na de laatste van de drie bekendmakingen voorgeschreven in het vijfde lid. Op de aangiften wordt beschikt overeenkomstig het derde en het vierde lid.

.../...

Is geen aangifte gedaan binnen de termijn voorgeschreven in het zesde lid, dan kan de concessie door de Koning onmiddellijk worden ingetrokken".

Artikel 69.

Los van de wijziging die moet worden aangebracht in de wet van 14 juli 1951 betreffende de sekwestratie en de liquidatie van de Duitse goederen, rechten en belangen, welke wijziging hierna zal worden opgenomen onder het hoofdstuk wijzigings- en opheffingsbepalingen, dient in het ontwerp, overeenkomstig de bedoeling van de Regering - haar gemachtigde is het hiermee eens - een nieuwe bepaling te worden opgenomen die in de plaats van artikel 69 kan komen als volgt :

"Artikel 69.-

De concessies van mijnen die onder sekwester staan krachtens de besluitwet van 23 augustus 1944 en de wet van 14 juli 1951 betreffende de sekwestratie en de liquidatie van de Duitse goederen, rechten en belangen worden door de Koning onmiddellijk ingetrokken".

Artikel 70.

Met inachtneming van de opmerkingen die bij verschillende artikelen van het ontwerp en met name bij artikel 60 zijn gemaakt, zou deze bepaling - ook

.../...

volgens de gemachtigde ambtenaar - als volgt moeten worden geredigeerd :

"Artikel 70.-

De intrekking van een concessie, om welke reden ook, wordt vastgesteld bij koninklijk besluit, op eensluidend advies van de Raad van State.

De Koning bepaalt de procedure en de voorwaarden inzake intrekking".

Artikelen 71, 72 en 73.

In deze bepalingen zijn de artikelen 55, 56 en 57 van de op 15 september 1919 gecoördineerde wetten overgenomen. Zij kunnen samen onder een titel IV staan : "Verplichtingen tegenover het arbeiderspersoneel".

Het eerste lid van artikel 71 lijkt overbodig en kan vervallen.

Ook volgens de gemachtigde van de Regering kan het eerste lid van artikel 73 beter als volgt worden geredigeerd :

"Buiten hun gewone werkzaamheden zijn de mijningenieurs gehouden te waken voor de uitvoering van alle krachtens deze titel vastgestelde bepalingen".

.../...

Bij de in artikel 3 van het ontwerp voorgestelde wijziging van artikel 113 van titel IX van de op 15 september 1919 gecoördineerde wetten zijn geen opmerkingen te maken.

*

Overeenkomstig verscheidene opmerkingen die in dit advies zijn gemaakt, behoort het ontwerp te worden aangevuld met een hoofdstuk dat gewijd is aan de wijzigingen die in een aantal wetten worden aangebracht.

Voorgesteld wordt :

"HOOFDSTUK IV. Wijzigingsbepalingen.

Artikel 4.-

In het Wetboek van koophandel worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) artikel 2, gewijzigd bij artikel 2 van de wet van 3 juli 1956, wordt aangevuld als volgt :

"Elke ontginning van mijnen";

b) in de wetten op de handelsvennootschappen, gecoördineerd op 30 november 1935, wordt een artikel 188bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 188bis. Ontbonden mijnbouwvennootschappen mogen hun vereffening niet afsluiten alvorens hun concessie te hebben overgedragen of, in voorkomend geval, alvorens ervan te hebben afgezien".

.../...

c) artikel 212, tweede lid, van dezelfde wetten wordt door de volgende bepaling vervangen :

"De burgerlijke vennootschappen die de ontginning van mijnen tot doel hebben en deze ontginning voortzetten op de dag dat de wet van ... in werking treedt, worden van rechtswege, en zonder dat hun statuten worden gewijzigd, handelsvennootschappen.

De vennootschappen die, op grond van artikel 68 van de gecoördineerde wetten op de mijnen, groeven en graverijen, verklaren de ontginning te willen hervatten binnen vijf jaar te rekenen van de inwerkingtreding van de wet van ... moeten vennootschappen met handelsvorm worden".

d) (zie opmerking c onder artikel 19).

Artikel 5.-

Artikel 27 van de wet van 16 december 1851 tot herziening van de rechtsregeling der hypotheken wordt aangevuld met een 7° en een 8°, luidend als volgt :

"7° wat de mijn betreft, zij die ervan mochten laten blijken geld te hebben bezorgd voor het opsporen van de mijn alsmede voor het bouwen of samenstellen van de voor de ontginning benodigde machines, tot het beloop van het bezorgde bedrag;

.../...

8° wat betreft de aanhorigheden van de mijn of de bedragen welke de nieuwe concessiehouder verschuldigd mocht zijn krachtens de gecoördineerde wetten op de mijnen, groeven en graverijen, de Staat, ten belope van de onkosten door hem uitbetaald, en de eigenaars van de bovengrond ten belope van de achterstallige rechten".

Artikel 6.-

In artikel 23 van de wet van 14 juli 1951 betreffende de sekwestratie en de liquidatie van de Duitse goederen, rechten en belangen wordt tussen het eerste en het tweede lid het volgende lid ingevoegd :

"Voor onder sekwester geplaatste mijnen wordt echter niet afgeweken van de mijnwetgeving".

Artikel 7.-

In de wet van 29 maart 1962 houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedebouw, gewijzigd bij de wetten van 22 april 1970 en 22 december 1970, wordt een artikel 48bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 48bis. In afwijking van artikel 44 wordt de vergunning door de Minister of zijn gemachtigde afgegeven wanneer ze wordt aangevraagd door de houder van een uitsluitende opsporingsvergunning voor mijnen of door de concessiehouder van een mijn.

.../...

Het college van burgemeester en schepenen brengt vooraf advies uit binnen dertig dagen. Wordt deze termijn niet in acht genomen, dan wordt het advies geacht gunstig te zijn. Is het advies ongunstig, dan beslist de Minister.

De vergunning kan worden verleend in afwijking van het plan van aanleg of van het ontwerpplan van aanleg, van een gemeenteverordening of van een rooiplan van een gemeenteweg".

Artikel 8.-

In artikel 16 van de wet van 18 juli 1975 betreffende het opsporen en exploiteren van ondergrondse bergruimten in situ bestemd voor het opslaan van gas worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt opgeheven;

2° in § 2 worden de woorden "vervallen verklaarde concessiehouder" vervangen door de woorden "houder van de akte tot concessie van de steenkolenmijn";

3° in § 4, eerste lid, worden de woorden "vervallen verklaarde concessiehouder" vervangen door de woorden "houder van de akte tot concessie van de steenkolenmijn";

4° in § 4, tweede lid, worden de woorden "vervallen verklaarde concessiehouder" vervangen door het woord "mijnconcessiehouder";

.../...

5° het vierde en het vijfde lid van § 4 worden door de volgende bepaling vervangen :

"De mijnconcessiehouder blijft aansprakelijk voor elke schade die het rechtstreekse gevolg is van de ontginning van steenkool. Voor het afhandelen van die geschillen gelden de algemene bepalingen die betreffende de door de ontginning veroorzaakte schade gesteld zijn in de gecoördineerde wetten op de mijnen, groeven en graverijen".

SLOTOPMERKINGEN.

I. De op 15 september 1919 gecoördineerde wetten op de mijnen, groeven en graverijen, die thans van kracht zijn, regelen zelf zeer nauwkeurig de procedure die moet worden gevolgd voor het verlenen van een mijnconcessie (artikelen 23 tot 33). Die procedure is zeer ingewikkeld en het lig voor de hand dat de Regering ze wil vereenvoudigen. Zij heeft echter ook de verdienste dat zij aan de andere personen dan de concessieaanvrager belangrijke waarborgen biedt; zo kunnen volgens die procedure onder meer, op zeer doeltreffende wijze, aanvragen van mededingers en verzetschriften worden ingediend (artikelen 23 tot 28, 30 tot 32).

Volgens het ontwerp zullen mijnconcessies ook in de toekomst alleen door de Koning en op eens-

.../...

luidend advies van de Raad van State kunnen worden verleend. Maar is het niet noodzakelijk, opdat de Raad van State en de Regering volkomen op de hoogte zijn van de omstandigheden waaronder de concessie-aanvraag wordt ingediend, dat ook derden gelegenheid krijgen hun eventuele bezwaren in te brengen ?

Artikel 46 van het ontwerp laat het aan de Koning over de procedure vast te stellen die onder meer voor het verlenen van een concessie moet worden gevolgd. In de memorie van toelichting heet het dat het besluit tot regeling van die procedure zal vaststellen : "de wijze waarop de opmerkingen, verzetschriften of aanvragen in mededinging moeten ingediend worden". Gelet op het grote belang van de waarborgen welke deze formaliteiten bieden voor het vrijwaren van de rechten en belangen van derden, dient de wetgever te oordelen of het niet wenselijk is het beginsel ervan in de wet zelf op te nemen voor de procedure met betrekking tot de concessieaanvragen en misschien ook wel voor die met betrekking tot de aanvragen om opsporingsvergunningen.

II. Het huidige artikel 34 van de gecoördineerde wetten verleent aan derden nog een andere waarborg, doordat het hun de gelegenheid geeft om bij de rechtbanken een rechtsvordering in te stellen om de nietigverklaring van de concessieakte te verkrijgen ingeval deze met miskenning van de procedurevoorschriften mocht zijn verleend.

.../...

Een zodanige bepaling komt in het ontwerp niet voor.

De Raad van State stelt vast dat derhalve tegen het koninklijk besluit dat een concessie verleent of weigert, overeenkomstig de voor administratieve handelingen geldende regel van gemeen recht het beroep tot nietigverklaring zou kunnen worden ingesteld waarin artikel 14, eerste lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State voorziet.

III. In verband met de intrekking van de concessies voorziet de ontwerp-wet niet meer in het optreden van de rechterlijke macht, zonder welk optreden in de thans geldende wetgeving geen vervallenverklaring van de concessie denkbaar is.

De Raad van State constateert dat het koninklijk besluit tot intrekking van een concessie derhalve overeenkomstig het gemeen recht onder de rechtspraak van zijn afdeling administratie zal vallen.

*

* *

Uit de opmerkingen die bij het onderhavige ontwerp zijn gemaakt, volgt dat de onderverdelingen van de tekst en de opschriften, alsook de nummering van de artikelen moeten worden herzien.

La chambre était composée de

Messieurs : J. MASQUELIN, président,
de Heren : voorzitter,

P. TAPIE, conseillers d'Etat,
Ch. HUBERLANT, staatsraden,

R. PIRSON, assesseurs de la section de législation,

F. RIGAUX, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier.
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. MASQUELIN.

Le rapport a été présenté par M. J. FORTPIED, premier auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. MASQUELIN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. FORTPIED, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. TRUYENS. J. MASQUELIN.